

## « On est dans la démerde permanente » : à Montpellier, une école craque

PAR PRISCA BORREL  
ARTICLE PUBLIÉ LE MERCREDI 12 JANVIER 2022



Dans une école primaire de Bordeaux en 2020. ©  
Photo Constant Forme-Becherat/Hans Lucas via AFP

De non-remplacement en non-remplacement, les professeurs et parents d'élèves de l'école élémentaire Charles-Daviler, à Montpellier, jugent que «le contrat» éducatif n'est plus rempli. Un cas d'école symptomatique de la cacophonie ambiante, générée par le manque d'effectifs et les limites du protocole sanitaire.

**Montpellier (Hérault).**– Depuis plusieurs semaines déjà, l'école Charles-Daviler craque. «Nos enfants aussi ont le droit à la continuité pédagogique. Vous avez du personnel dédié aux remplacements. Où est-il ? [...]Faites savoir à vos supérieurs et/ou au ministère [...] qu'ils sont responsables de la rupture scolaire que vivent nos enfants», ont martelé les parents d'élèves dans un courrier envoyé au directeur des services départementaux de l'Éducation nationale (ex-inspecteur d'académie), jeudi 6 janvier.

Tout le monde en est conscient: l'épidémie de Covid-19 a accentué les failles d'un système déjà exsangue. Mais les parents n'ont pas attendu le variant Omicron pour voir leurs bambins livrés à eux-mêmes face à des semaines entières d'absences non remplacées. Protocole sanitaire oblige, le brassage des élèves dans les autres classes n'est plus permis à chaque vague de Covid, et le vivier de remplaçants s'avère incapable de boucher tous les trous.

Alors ici, on accumule déjà «cinq semaines d'enseignement non cohérent». Peu après être rentrés des vacances de la Toussaint, en novembre dernier, les élèves de la classe de CM1/CM2 ont dû rebrousser

chemin faute d'institutrice. En arrêt maladie, leur maîtresse n'a quasiment jamais été remplacée pendant cinq semaines. Tout au plus, les élèves ont eu droit à deux ou trois mardis, et autant de jeudis. «Et parfois, on nous appelle à la mi-journée pour venir chercher la gamin à 14heures, parce que le remplaçant doit partir ailleurs l'après-midi. On fait comment?, questionne Samuel Rigal, parent d'élève. Ce jour-là, j'étais en Lozère, ma femme n'était pas là non plus...»



Dans une école primaire de Bordeaux en 2020. ©  
Photo Constant Forme-Becherat/Hans Lucas via AFP

Au fil des semaines, faute de mieux, plusieurs parents ont pris la décision de laisser leur enfant seul à la maison des journées entières. «On est dans la démerde permanente, alors qu'on devrait juste bénéficier d'un service. On a trouvé une solution, ma femme quitte parfois le boulot pour essayer de venir voir ma fille entre midi et deux, on est dans le bricolage. On n'avait jamais fait ça avant», explique Samuel, inquiet à l'idée de voir tous ces enfants «à la merci des tablettes et de toutes les conneries qui peuvent s'envoyer sur écran, au lieu d'être à l'école, en train de vivre leur vie d'enfant».

Alors en télétravail, certains parents ont parfois récupéré quelques copains le temps d'une journée. Mais ce qui les préoccupe le plus désormais, c'est le retard accumulé. Dans la classe, quatre enfants souffrent de troubles nécessitant l'aide d'une accompagnante spécialisée (AESH). Dont une fillette diagnostiquée TDAH (trouble de déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité). «Pour l'instant, je n'ai aucune idée du retard scolaire qu'elle peut avoir, confie Cécile Monnot, qui nourrit quelques craintes quant à l'entrée de sa fille en classe de sixième l'an prochain. Je n'ai pas les capacités de faire le programme et j'ai un enfant qui ne va pas travailler en

*autonomie, alors j'essaie de le prendre cool. On fait des compromis toutes les deux, on fait autrement, mais je sais que ce n'est pas du tout [académique]. »*

Chez les Rigal, le grand-père instituteur met la main à la pâte. *« Je le sollicite, il sait ce qui doit être fait en CM2. On a cette chance-là, mais combien d'enfants vont être laissés pour compte dans l'histoire? »,* interroge le père.

Une réflexion partagée par la mère d'un enfant de CM2 qui préfère rester anonyme. *« Sur notre groupe WhatsApp je le vois, les parents sont inquiets. Certains parents craquent. »* Et si elle se dit plutôt chanceuse, sa fille étant très bonne élève, elle commence aussi à se poser des questions : *« Pour tout vous dire, on n'est plus si détendu que ça, on l'a inscrite sur un site de soutien scolaire en ligne, pour qu'elle n'ait pas l'impression que la vie, c'est lire dans son lit toute la journée. »*

Une situation potentiellement catastrophique pour les plus fragiles, dont le corps enseignant, aussi lucide qu'impuissant, a parfaitement conscience. *« En termes de respect de cet engagement d'éducation et d'instruction pour tous, on n'y est pas. On ne remplit pas le contrat. C'est énorme et ce n'est pas rattrapable. Ce sont des heures d'enseignement perdues. L'élève X rattrapera parce que papa et maman auront le temps et les moyens, mais pour l'élève Y ce ne sera pas la même chose »,* souligne l'institutrice.

Pour les six premiers jours de la rentrée de janvier, l'école Charles-Daviler comptabilise quinze journées d'absence des enseignants, plusieurs d'entre eux et d'entre elles ayant dû s'absenter en même temps. Et seules trois journées ont pu être sauvées par l'arrivée d'un remplaçant.

La semaine dernière, l'équipe a donc dû fermer jusqu'à quatre classes par jour, sur les sept classes dont elle dispose. La directrice a sacrifié sa journée de direction pour récupérer une classe, mais près de quatre-vingts élèves ont donc rebroussé chemin sans solution... *« Omicron fait chavirer un navire qui prenait déjà l'eau »,* résume l'institutrice, qui avoue réfléchir *« à quinze fois »* avant de poser un jour de grève ou un

arrêt. *« On en vient à culpabiliser »,* avoue-t-elle. Mais ce jeudi, elle battra le pavé pour exprimer sa colère dans le cortège des enseignants de Montpellier.

Cette masse d'élèves refoulée dans le goulet d'étranglement de l'Éducation nationale, les syndicats l'ont vu venir de loin. *« On demande un recrutement sur liste complémentaire depuis août. On a des jeunes qui ont été recalés de peu, et qui ne demandent que ça. Mais les contractuels, ou le renvoi des élèves à la maison, c'est mieux »,* ironise Magali Kordjani, du SNUipp FSU (premier syndicat du premier degré) de l'Hérault.

Comme le relève son camarade Anthony de Souza, secrétaire départemental du SNUipp, cette situation est allée crescendo depuis le début de la pandémie. *« Malheureusement, ce n'est pas une première. L'année dernière, dans ma propre école, une classe n'a pas eu de remplaçant pendant deux mois, regrette-t-il. Depuis deux ans, on sait que le virus ne va pas disparaître du jour au lendemain. Cette situation crée de nouveaux besoins, alors qu'on avait déjà trop peu de postes en situation normale. Mais rien n'a été fait pour anticiper tout ça. »*

Cette semaine, l'académie de Montpellier lançait justement une nouvelle campagne de recrutement de contractuels et de retraités de l'Éducation nationale pour assurer les vacances. Des postes à pourvoir *« immédiatement »* dès lors que le candidat justifie d'un niveau bac +2.

Et la semaine dernière, sous la pression des parents d'élèves de la classe de CM1/CM2 ayant subi l'enseignement le plus lacunaire, un remplaçant a été mandaté par le directeur académique des services de l'Éducation nationale (Dasen). *« Ça marche à coups de pression, et parce que nous sommes dans un milieu où les parents ont les moyens intellectuels de pouvoir opérer de telles démarches »,* concède encore l'enseignante de Charles-Daviler.

Un gain ponctuel, au goût amer. Car tous en sont conscients : pour habiller Charles, le Dasen a forcément déshabillé un Paul, un Jean-Jacques ou un Pierre...

**Directeur de la publication** : Edwy Plenel

**Direction éditoriale** : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

**Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).**

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

**Courriel** : contact@mediapart.fr

**Téléphone** : + 33 (0) 1 44 68 99 08

**Télécopie** : + 33 (0) 1 44 68 01 90

**Propriétaire, éditeur, imprimeur** : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.